

**Déménagement – Avenue du Port**  
**Règlementation de la circulation et du stationnement**

**La Maire,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2212-1, L. 2212-2, L. 2213-1, L. 2213-2,

Vu le code de la Route et notamment les articles R 411-25 et 411-8,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1, huitième partie, signalisation temporaire) approuvée par arrêté interministériel en date du 6 novembre 1992,

Vu la demande formulée par l'entreprise PÉGASE DÉMÉNAGEMENT, dont le siège social se situe 13 rue Voltaire, 17430 Tonnavy-Charente, en date du 17 mars 2024,

**Considérant** qu'il est nécessaire de régler le stationnement Avenue du Port afin de permettre le bon déroulement d'un déménagement au droit du n° 63 de ladite rue,

**Considérant** qu'il appartient à l'autorité municipale d'assurer la sécurité des usagers se trouvant sur le domaine public,

**ARRÊTE**

**Article 1 :** Le stationnement est strictement interdit à tout véhicule au droit du n° 50 de l'Avenue du Port, sur les deux emplacements matérialisés, le **jeudi 23 mai 2024, de 8h00 à 20h00**. Les quatre dispositifs de renforcement d'un marquage permanent de type J11 seront enlevés par les Services Techniques Municipaux le temps du déménagement.

**Article 2 :** L'entreprise PÉGASE DÉMÉNAGEMENT est autorisée à stationner son véhicule de déménagement immatriculé EV – 187 – GA entre le n° 63 et le n° 65 de l'Avenue du Port, le **jeudi 23 mai 2024, de 8h00 à 20h00**.

**Article 3 :** La circulation Avenue du Port s'effectuera par alternance, aux moyens de panneaux de type B15 / C18, le **jeudi 23 mai 2024, de 8h00 à 20h00**.

**Article 4 :** La signalisation en vigueur sera fournie, mise en place, entretenue et déposée par le demandeur, en accord avec les Services Techniques Municipaux et le Chef de Service de la Police Municipale.

**Article 5 :** Les services de Police sont habilités à relever les contraventions concernant cette règlementation dont procès-verbal sera établi et poursuivi devant la juridiction compétente. Les véhicules qui stationneront en infraction aux dispositions du présent arrêté seront mis en fourrière aux frais de leurs propriétaire.

**Article 6** : Cette décision administrative est contestable dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Poitiers, à compter de la notification de la décision ou de l'extinction du délai imparti à l'administration pour répondre à la demande en cas de décision implicite de rejet. Ce recours peut être précédé, pendant ce même délai, d'un recours administratif (recours gracieux). Toute décision de l'administration établie en réponse au recours administratif, qu'il s'agisse d'une décision expresse de rejet ou d'une décision implicite de rejet née du silence gardé par l'administration pendant deux mois, peut être déférée au Tribunal Administratif de Poitiers dans le délai de deux mois à compter de son intervention.

**Article 7** : M. le Directeur Général des Services de la Ville de Saint-Jean-d'Angély, M. le Commandant de la Gendarmerie Nationale, le Chef de Service de la Police Municipale, l'entreprise PÉGASE DÉMÉNAGEMENT sont chargés chacun, en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Publication dématérialisée le :

L'Adjointe au Maire,  
Déléguée à la Sécurité,  
Marylène JAUNEAU

